

Paris, le 27 juin 2016

Aux associations d'usagers des transports en commun franciliens.

Madame, Monsieur,

L'annonce est tombée ce lundi, le tarif du passe Navigo va augmenter de 3 euros au 1^{er} août. Ce qui est déjà une mauvaise nouvelle en soit pour le pouvoir d'achat déjà bien fragile des franciliens cache en réalité beaucoup plus.

Il faut en effet être attentif à la communication de Valérie Pécresse, présidente LR de la région Île-de-France. A l'entendre, elle aurait réussi à faire plier le gouvernement, à lui faire reconnaître l'amateurisme de l'instauration de ce passe par son prédécesseur socialiste et à sauver le passe Navigo unique.

La réalité est tout autre. Le passe Navigo unique n'a jamais été financé, pas plus avant, que pendant, qu'après l'élection de Valérie Pécresse. Elle savait parfaitement qu'il lui faudrait trouver des financements, et elle ne l'a pas fait, se contentant de s'en remettre à l'Etat. Elle n'a surtout pas sauvé grand-chose. L'accord qu'elle a signé aujourd'hui avec le Premier ministre n'étant que la mise en place des modalités de financement prévues... par son prédécesseur Jean-Paul Huchon.

Le Front National le dénonçait d'ailleurs déjà dans un communiqué du 31 août 2015 :

« Les 400 millions d'euros de manque à gagner pour le Stif seraient compensés par 210 millions d'augmentation du versement transport acquitté par les entreprises et par 190 millions que la Région devrait trouver chaque année dans son budget de fonctionnement. En conséquence, encore plus de taxes pour des entreprises déjà asphyxiées et, à terme encore, plus de dettes, et donc d'impôts, pour les franciliens. Passées les élections, une augmentation de l'abonnement Navigo de 3% par an est déjà prévue jusqu'en 2025 »

Soit précisément ce que contiennent les annonces faites ce 27 juin 2016 par Valérie Pécresse et Manuel Valls. La droite francilienne applique donc scrupuleusement la politique prévue par la gauche francilienne : faire payer les franciliens et taxer encore et toujours plus nos entreprises.

Les élus Front National du Conseil régional d'Île-de-France s'opposent catégoriquement à cette politique ! Nous refusons par principe toute nouvelle augmentation de charges et bien entendu d'impôts. En luttant activement contre la fraude, en faisant des choix courageux quant aux priorités budgétaires de la région, en mettant fin aux financements des projets les plus extravagants du Grand Paris Express, il est possible de financer cette mesure autrement. Aucune de ces directions n'est prise par Valérie Pécresse, aujourd'hui, comme toujours, seul le Front National défend le pouvoir d'achat de tous les franciliens et les intérêts des entreprises franciliennes.

Wallerand de Saint Just

Président du groupe FN du Conseil régional d'Île-de-France

Wallerand de Saint Just